

LORS D'UNE RÉCENTE CONFÉRENCE TENUÈ À Nakhodka, en Sibérie extrême-orientale, un certain nombre d'universitaires et de décideurs soviétiques ont exprimé la crainte que la politique étrangère de leur pays échoue. Ils sont en effet persuadés que l'Occident risque de laisser passer une occasion unique de redéfinir entièrement ses relations avec leur pays. En fait, à ce stade critique, des maladresses de la part de l'Occident risqueraient fort d'entraîner un renversement de la politique soviétique actuelle de retrait et de provoquer le remplacement de M. Gorbatchev au pouvoir. Néanmoins, une approche occidentale éclairée pourrait en même temps faire avancer les intérêts occidentaux et renforcer les tendances saines de la politique du Kremlin.

Si M. Gorbatchev maintient le même cap, nous assisterons probablement à une succession de désengagements au tiers-monde. Les dirigeants occidentaux, qui ne peuvent que se réjouir de tels événements, ont, de fait, manifesté un optimisme prudent face au retrait d'Afghanistan et aux interventions soviétiques pour que les Cubains quittent l'Angola, et les Vietnamiens, le Kampuchéa. Cependant, la question cruciale est de savoir combien de temps encore Moscou endurera cette série de retraits unilatéraux et les coups qu'ils portent au prestige de l'Union soviétique dans le monde.

Washington s'est trouvé confronté à un problème similaire après la chute de Saïgon. Les États-Unis craignaient qu'une défaite au Vietnam conduise l'URSS à douter de la résolution et de la capacité américaines à résister dans l'avenir à l'expansionisme soviétique. Partant du principe que leurs alliés de l'OTAN et le Japon douteiraient des garanties de sécurité qu'ils offraient, ils avaient prédit que leurs alliés autour du globe, sentant l'impuissance américaine, s'accommoderaient de la menace soviétique au lieu de s'y opposer aux côtés de Washington.

IL N'EST QUE RAISONNABLE DE SUPPOSER QUE Moscou éprouve les mêmes inquiétudes à mesure que ses alliances se défont dans le monde. Les pressions que le Kremlin exerce sur le Vietnam au sujet du Kampuchéa n'accroîtront pas ses chances de maintenir une présence militaire dans la baie de Cam Ranh. Ses efforts pour favoriser un règlement du conflit entre la Namibie et l'Angola n'apparaîtront pas comme une preuve de fermeté aux yeux du gouvernement mozambicain luttant contre les insurgés de la RENAMO (mouvement de résistance du Mozambique) appuyés par l'Afrique du Sud, pas plus qu'ils ne convaincront les combattants de l'ANC (*African National Congress*) en Afrique du Sud que l'URSS soutient leur cause. Quand les États-Unis ont connu ce problème d'image, ils ont choisi une approche unilatérale. Leur méthode la plus efficace a été de soutenir des pays naturellement enclins à résister à l'URSS, comme la Chine, par exemple (cette alliance a aidé à détruire chez les Soviétiques toute illusion que les Américains renonçaient à leur position en Asie).

Dans d'autres parties du monde, la Maison-Blanche a trouvé des puissances régionales, comme l'Iran, disposées à contrer tout empiètement soviétique. Bien que la politique des «places fortes» régionales se soit finalement révélée inefficace, à l'époque où ces alliances se sont

L'OUEST EST-IL EN TRAIN DE RATER LE COCHE ?

En affichant trop de réserve face à la nouvelle politique étrangère de M. Gorbatchev, les pays occidentaux n'aideront la cause de personne.

PAR TED HOPF

formées, l'URSS y a vu la preuve que les États-Unis souhaitent réaffirmer leur engagement après avoir été humiliés dans le Sud-Est asiatique.

Enfin, et c'est un point trop souvent écarté à la légère, les dirigeants américains n'ont pas cessé de répéter que le retrait du Vietnam n'avait marqué aucune perte de puissance ni aucune diminution de la détermination à utiliser cette dernière.

À en juger par les déclarations de MM. Gorbatchev et Chevardnadze et d'autres décideurs soviétiques en matière de politique étrangère, ainsi que par le comportement récent de l'URSS, celle-ci a opté pour un antidote différent pour régler son problème de crédibilité, ce qui a des conséquences heureuses pour l'Occident, à condition encore que ce dernier réponde d'une manière autorisant les Soviétiques à abandonner leurs positions sans trop avoir à perdre la face. M. Gorbatchev affirme que les jours de l'unilatéralisme en politique internationale sont révolus et que les conflits régionaux ne se résoudront qu'à la table des négociations. D'aucuns pourraient rejeter pareille affirmation en la taxant de simple bla-bla rhétorique, si les Soviétiques n'étaient pas pris dans un soudain accès d'activité diplomatique.

Les États-Unis avaient tenté de rétablir leur crédibilité en envoyant des armes à leurs amis, mais l'Union soviétique, dans certains cas du moins, a laissé ses alliés se débrouiller seuls. Le Mozambique est resté virtuellement sans défenses face aux attaques répétées des guérilleros de la RENAMO. Moscou a refusé à la Syrie des missiles perfectionnés capables d'atteindre Israël. Dans les deux cas, Moscou n'a pas tenu compte des obligations militaires que lui imposaient des traités d'amitié et de coopération.

SUR LE PLAN DIPLOMATIQUE, L'URSS PRÉCONISE, pour régler les conflits régionaux une démarche assez favorable aux intérêts occidentaux. Les décideurs américains ont loué les Soviétiques pour l'influence conciliatrice dont ils avaient usé auprès des Cubains et des Angolais dans les négociations avec l'Afrique du Sud. M. Chevard-

nadze et M. Igor Ligatchev, membre du Politburo et présumé rival de M. Gorbatchev, ont tous deux pressé les dirigeants vietnamiens de modérer leurs positions dans leurs pourparlers avec les guérillas opposées au gouvernement kampauchéen. La décision de l'Organisation de la libération de la Palestine (OLP) de reconnaître Israël tient probablement, en partie, au fait que M. Gorbatchev a personnellement reproché à Yasser Arafat d'avoir fait obstacle, par la position antérieure de l'Organisation, à un juste règlement du conflit au Moyen-Orient.

Comment l'Occident, et les États-Unis en particulier, peut-il accroître les chances pour que cette tendance bienvenue se poursuive ? L'Occident devrait tout mettre en oeuvre pour amener l'URSS à participer à des négociations sur le Moyen-Orient, l'Afrique australe, le Golfe persique, l'Asie du Sud-Est et l'Amérique centrale. Dans ce dernier cas, la future politique du Kremlin en ce qui concerne l'aide militaire au Nicaragua servira de test révélateur pour juger de la volonté de M. Gorbatchev de favoriser le règlement négocié de ces conflits.

L'OCCIDENT DEVRAIT ENCOURAGER LA PRÉFÉRENCE de M. Gorbatchev pour les solutions multilatérales au problème de crédibilité de son pays, et ce, pour trois raisons. D'abord, une attitude occidentale bienveillante incitera les Soviétiques à consacrer leur énergie à autre chose qu'à chercher dans de nouvelles équipées à l'étranger un moyen de redorer leur blason. Ainsi, les Occidentaux libéreront gracieusement M. Gorbatchev de ses engagements, tout en s'assurant que les solutions apportées préservent leurs intérêts.

Ensuite, le règlement de ces conflits supprime un obstacle de taille au renforcement de la détente. Il se peut fort bien que le souci de M. Gorbatchev de limiter les dépenses militaires via la limitation des armements soit précisément ce qui dicte la modération de l'URSS dans le tiers-monde. L'Occident devrait utiliser à son propre avantage l'ordre des priorités du premier secrétaire soviétique.

Enfin, si l'on croit que les réformes intérieures en URSS (*perestroïka*, *glasnost*, et *demokratizatsiya*) s'opèrent dans l'intérêt des Occidentaux, alors il est essentiel que l'Ouest aide M. Gorbatchev à parer les attaques de ses propres collègues plus orthodoxes. Les conservateurs du Politburo soulèvent à n'en pas de douter de sérieuses réserves à propos d'une politique étrangère qui ne semble rien faire d'autre que passer de concession unilatérale en concession unilatérale. Ces conservateurs proposeraient volontiers un durcissement des positions soviétiques non seulement au Moyen-Orient ou en Afrique australe, mais aussi sur des questions essentielles comme la limitation des armements ou les droits de la personne. Une réaction occidentale constructive à la politique étrangère de M. Gorbatchev peut non seulement réduire l'activisme soviétique dans des domaines importants pour l'Occident, mais également aider à protéger M. Gorbatchev contre les attaques de ceux qui aimeraient retourner aux jours de la stagnation brejnevienne, à l'intérieur des frontières, et de l'aventurisme, à l'extérieur. □